

*Les subsides*

vais faire consigner au compte rendu quelques-unes de ces réalisations sur lesquelles j'ai pris des notes aujourd'hui. Ce fait s'explique par bien des raisons. La première tient bien sûr au fait que notre caucus compte beaucoup d'agriculteurs de même que beaucoup de députés représentant des circonscriptions mi-rurales mi-urbaines. Nous avons mon collègue de la région métropolitaine de Toronto qui est citadin. Il est présent à la Chambre, il écoute le débat et s'y intéresse. Il y prendra part comme il l'a déjà fait. On peut trouver une deuxième raison dans la composition du Cabinet. Il y siège plus d'agriculteurs et plus de représentants de circonscriptions urbaines et rurales que jamais auparavant. A l'exception peut-être de Dieffenbaker et de son ministre de l'Agriculture, mon collègue de Qu'Appelle—Moose Mountain (M. Hamilton) qui est ici aujourd'hui, nous n'avons pas eu de premier ministre qui comprenne aussi bien le secteur agro-alimentaire, notamment le secteur primaire, c'est-à-dire les agriculteurs, que le très honorable premier ministre qui dirige notre parti et notre gouvernement.

• (1640)

Je ne sais pas si j'aurai le temps d'en arriver aux réalisations, mais je suis sûr que je n'en aurai pas assez pour les énumérer toutes. Ce qui m'irrite au sujet des grandes difficultés financières que connaissent nos agriculteurs, notamment les jeunes, c'est qu'elles découlent directement de l'inaction du précédent gouvernement et du fait qu'il a envoyé certains signaux erronés. Que disaient les libéraux? Au milieu des années 1970, ils essayaient de convaincre les agriculteurs canadiens, surtout les jeunes, que certaines choses se passeraient dans les années 1980. Après avoir écouté les libéraux, il n'est pas étonnant qu'ils soient en difficulté. Au milieu des années 1970, les libéraux disaient: «Allez-y, achetez de la terre. Développez-vous, produisez. Vous voulez savoir ce que l'avenir vous réserve? Les taux d'intérêt demeureront stables». Ils avaient tout à fait tort. Ils disaient que le prix de l'énergie resterait stable. Ce fut faux. Ils disaient que l'inflation serait constante. Ce fut faux. Écoutez celle-la, madame la Présidente. Les libéraux disaient que le monde connaîtrait des pénuries. Ce que l'on peut dire de plus charitable c'est qu'ils étaient totalement à côté. Savez-vous ce qu'ils disaient d'autre, madame la Présidente? Ils ont dit: «Allez, produisez le plus possible et prenez de l'expansion. Empruntez, allez-y. Vous n'aurez pas de problèmes à rembourser votre dette. Il y aura des prix records pour tous les produits au Canada à partir des années 80.» Voilà quelques-uns des messages qu'ils ont donnés aux agriculteurs.

Je voudrais parler un instant de l'indignation des libéraux au sujet du Programme spécial canadien pour les grains. Ce programme représente l'aide financière aux agriculteurs la plus importante de toute l'histoire du Canada.

Il a coûté un milliard de dollars. Nous n'avions jamais dit que les agriculteurs seraient pleinement indemnisés, mais le programme a fait beaucoup pour les aider. C'est incontestable. Certains ont parlé d'un manque à gagner. Tout ce que j'ai dit à ce sujet c'est que ce manque à gagner existait. Nous l'avons reconnu à Vancouver la première fois que le premier ministre, le ministre des Finances, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi-même avons rencontré les dirigeants agricoles. Les agriculteurs ne veulent pas faire de surenchère au sujet du

manque à gagner. Les chiffres les plus exacts de notre ministère le situent à environ 1,5 milliard de dollars. Quelqu'un dira qu'il est de deux milliards, quelqu'un d'autre dira qu'il est de trois milliards et quelqu'un a déjà dit dans une lettre d'envoi qu'il était de quatre milliards. Ce n'est pas important. Il y a un manque à gagner important et nous l'avons reconnu. J'ai aussi déclaré que nous n'avions pas au Canada les ressources financières voulues pour faire de la surenchère avec les États-Unis ni avec la Communauté économique européenne.

Les problèmes causés par le *Farm Bill* des États-Unis, le programme d'expansion des exportations et la guerre commerciale entre les États-Unis et la CEE ne représentent qu'une petite partie du manque à gagner total des agriculteurs.

Quand les libéraux étaient au pouvoir, les taux d'intérêt sont passés d'environ 10 p. 100 à 22 p. 100, paraît-il. C'est absurde. Je puis vous dire que bon nombre d'agriculteurs ont dû payer jusqu'à 24, 25, 26 et même 27 p. 100 d'intérêt. Je leur accorde le bénéfice du doute en disant que les taux d'intérêt sont passés de 10 p. 100 à 24 p. 100, ce qui représente un écart de 14 points de pourcentage. Chaque écart de 1 p. 100 dans les taux d'intérêt représente une économie directe dans notre cas et nous y reviendrons plus tard. Dans le cas des agriculteurs, c'est une augmentation directe. Chaque point de pourcentage représente une différence de 130 millions de dollars, en plus ou en moins de frais de production. Si l'on multiplie 130 par 14, on obtient une différence de près de 2 milliards de dollars. Si je n'avais pas accordé le bénéfice du doute, cette différence serait bien supérieure à 2 milliards de dollars en raison de la politique économique et de la prodigalité du gouvernement précédent, lesquelles ont fait grimper les taux d'intérêt de plus de 14 p. 100. C'est beaucoup plus sérieux que l'incidence qu'ont eue sur les agriculteurs canadiens la guerre des subventions aux États-Unis et leur programme de promotion des exportations.

Qu'ont fait les libéraux? Certes, ils ont essayé de faire quelque chose. Mais tout ce que j'ai pu trouver, c'est un petit programme d'aide à l'agriculture dont ont profité 2 100 agriculteurs. Grâce à ce programme, les taux d'intérêt ont été ramenés de 16,75 p. 100 à 12,75 p. 100. Savez-vous qui a payé ce programme, madame la Présidente? Pas le gouvernement libéral, ni son ministre des Finances. Ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui ont payé la différence, en finançant ce petit programme d'aide spécial à l'agriculture. Dès son arrivée au pouvoir, notre gouvernement a négocié un accord par l'entremise du ministre des Finances. Il a allégé le fardeau des agriculteurs et adopté un programme de conversion des taux d'intérêt, dont le budget était de 80 millions de dollars, en permettant aux 5 600 emprunteurs de la SCA de payer 12,7 p. 100 au lieu de 16,75 p. 100 d'intérêt.

Depuis notre accession au pouvoir en septembre 1984, les taux d'intérêt ont baissé de plus de 4 p. 100. Par rapport aux frais supplémentaires de 130 millions de dollars lorsque les libéraux étaient au pouvoir, cette diminution a fait épargner 650 millions de dollars aux agriculteurs. Pour mieux illustrer mon propos, je prendrai l'exemple d'une hypothèque de 500 000 \$ sur une exploitation agricole. Sous le régime libéral, les frais d'intérêt auraient atteint 83 000 \$ alors que sous le régime conservateur, ils ne s'élèvent qu'à 54 000 \$, soit 29 000 \$ de moins. La remise de la taxe sur le carburant—sans parler de la réduction de la taxe de vente fédérale et de la taxe